



23 octobre 2025



Pour réaliser le potentiel de prospérité au Canada Atlantique



LE PROJET DE CROISSANCE ATLANTIQUE

Pour réaliser le potentiel de prospérité au Canada atlantique

À retenir

- Lorsque les entreprises accroissent leur productivité, elles génèrent plus de revenus, peuvent augmenter les salaires sans hausser les prix et contribuent davantage aux recettes fiscales qui financent les services publics. Elles peuvent aussi réinvestir pour se développer et renforcer leur compétitivité, bâtissant ainsi une économie plus solide et résiliente.
- Les gains de productivité ont été la principale source d'augmentation du revenu moyen. Ces gains ont été à l'origine de plus de 60 % de la croissance du PIB réel par habitant à Terre-Neuve-et-Labrador et de plus de 85 % dans chacune des provinces maritimes entre 1997 et 2024.
- En dépit de ces avancées, le niveau de la productivité et la croissance dans les Maritimes sont, depuis plusieurs décennies, systématiquement inférieurs à la moyenne pour le Canada. Terre-Neuve-et-Labrador affiche l'un des niveaux et des taux de croissance de productivité les plus élevés du pays, stimulés par ses industries minières et pétrolières à forte intensité de capital. Si l'on exclut ces industries, son taux de croissance diminue considérablement.
- Ces résultats à la traîne sont tout particulièrement source d'inquiétude du fait que le Canada est en retard par rapport à bon nombre de pays comparables. Son niveau de productivité est d'environ 8 % inférieur à la moyenne du G7. La croissance de la productivité ralentit au Canada et dans le monde entier. Améliorer notre productivité devient donc plus urgent alors que les États-Unis, notre principal partenaire commercial, s'orientent vers des politiques plus protectionnistes.
- Il y a de nombreux facteurs qui affaiblissent la productivité. À l'échelle nationale, un investissement en capital limité, une adoption lente des technologies et une concurrence restreinte. Ces défis sont souvent plus marqués dans le Canada atlantique, où les entreprises, généralement très petites, peinent à se financer et investissent peu dans l'innovation. Par ailleurs, le vieillissement de la population accentue les pénuries de main-d'œuvre et les écarts de compétences.
- Pour accroître la productivité, les entreprises doivent investir davantage dans le capital, les talents et l'innovation. Les gouvernements, de leur côté, doivent favoriser la croissance en accélérant la reconnaissance des compétences étrangères, en réduisant la paperasse et en facilitant le financement des entreprises. La mise en valeur durable et concertée des ressources naturelles devrait aussi être une priorité.

CONTENU

Généralités	1
Importance du lien entre croissance et prospérité	2
Notre niveau de productivité	7
Variété des causes du ralentissement de la productivité	10
Pistes pour renforcer la prospérité	13
Annexe A – Productivité et production par secteur et dans les industries les plus grandes	16
Annexe B – Productivité avec et sans les mines, le gaz et le pétrole	18

Généralités

La croissance, mesurée sous la forme de l'augmentation du produit intérieur brut (PIB) réel, entretient un lien étroit avec le niveau de vie et avec la productivité. Il est essentiel, dans l'optique de renforcer la prospérité et la résilience du Canada atlantique dans les décennies à venir, de bien comprendre ce que signifient ces concepts, ce qui les lie et les raisons de leur importance.

Pour commencer, dans ce rapport, nous expliquons le lien entre la croissance et la prospérité, en montrant que l'augmentation de la productivité est cruciale pour l'avenir de la région et du pays. Nous fournissons ensuite une vue d'ensemble de la situation actuelle en matière de productivité, des facteurs qui l'influencent et de ce qu'il est possible de faire pour la renforcer.

Le but n'est pas d'aborder tous les obstacles ou toutes les solutions en ce qui a trait à la productivité. Un tel objectif serait impossible à réaliser dans une étude aussi brève. Au lieu de cela, dans ce rapport, nous posons les bases des recherches à venir du Conseil économique de l'Atlantique sur l'amélioration des perspectives de croissance dans la région. Au cours des trois années qui viennent, nous allons publier plusieurs comptes rendus de recherche sur les solutions aux problèmes clés que rencontrent les provinces de l'Atlantique sur le plan de la main-d'œuvre, de la mise en évidence de sources de financement et de l'innovation.

Définitions

Prospérité – améliorations soutenues dans de nombreux domaines de la qualité de vie, grâce au renforcement de la productivité, sachant que ce concept englobe l'offre d'emplois de qualité, l'augmentation des revenus et l'offre de services publics répondant aux besoins et que, lorsqu'une région est prospère, elle n'a pas de mal à s'adapter aux difficultés et à faire perdurer la croissance à long terme, du moment qu'elle adopte des politiques publiques raisonnables.

Produit intérieur brut (PIB) – taille de l'économie calculée en faisant la somme de la valeur ajoutée pour l'ensemble des marchandises et des services produits dans la région (province, pays, etc.) sur une période donnée, sachant que le PIB réel procède à un ajustement supplémentaire de cette variable en tenant compte de l'évolution des prix, de façon à disposer d'un indicateur plus clair de l'augmentation du volume de la production de la région et que le PIB nominal, en revanche, ne tient pas compte de l'évolution des prix.

Importance du lien entre croissance et prospérité

Sources de croissance

L'économie du Canada atlantique a une taille nettement plus élevée que celle qu'elle avait il y a quelques dizaines d'années. Entre 2000 et 2024, le taux de croissance du PIB réel a généralement été positif dans chacune des provinces. Et pourtant, trois des quatre provinces de l'Atlantique figurent parmi celles qui ont connu la croissance annuelle la plus faible au Canada sur la période. La seule exception concerne l'Île-du-Prince-Édouard, qui se situe globalement au troisième rang, même si la solidité de son économie tient pour une bonne part à l'augmentation importante de sa population depuis 2019. Entre 2000 et 2019, sa croissance moyenne ne se situait qu'au sixième rang. La faiblesse relative de la croissance dans notre région correspond à une lenteur de l'augmentation de la population avant la pandémie de COVID-19 et elle a aussi, à certains égards, contribué à cette lenteur.

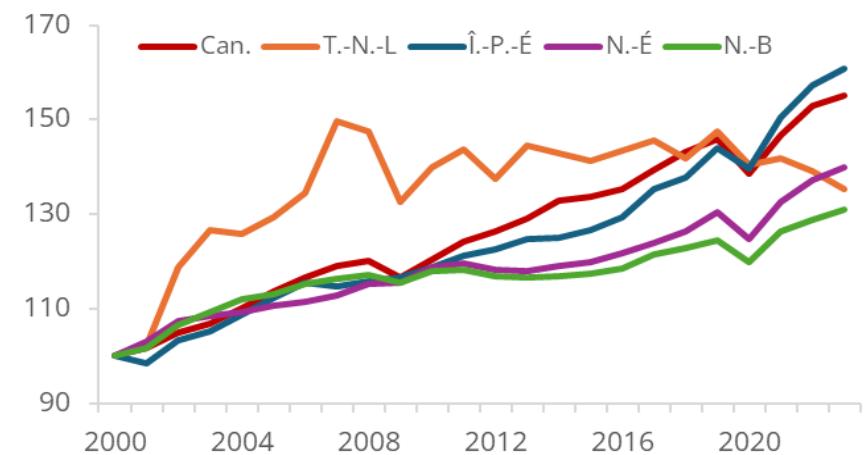
Entre 2000 et 2024, la croissance à Terre-Neuve-et-Labrador a été plus imprévisible que dans les Maritimes, en raison des fluctuations importantes dans les investissements et la production pour l'industrie pétrolière. Pour le reste, l'économie de cette province s'est développée à une cadence plus modérée. Depuis une décennie, la croissance dans la province est en berne.

La situation s'est quelque peu améliorée dans les Maritimes lors de la reprise économique après la pandémie, grâce à des gains records de population. Ces gains sont en train de s'amenuiser, cependant, de sorte que certains s'inquiètent du fait que la région pourrait revenir à la tendance générale d'une croissance plus lente dans la durée.

Si l'augmentation de la population favorise la croissance, elle ne débouche pas forcément sur une augmentation durable du PIB réel. Pour cela, il faut que le secteur des entreprises se porte bien et donc qu'on ait des entreprises compétitives, qui investissent, qui exportent, qui passent à une échelle supérieure dans leurs activités et qui créent des emplois bien rémunérés.

Économies du Canada atlantique en phase de croissance, mais globalement plus lentement que la moyenne au Canada

PIB réel (indice : 2000 = 100)



Remarque – Sur une bonne partie de la période, Terre-Neuve-et-Labrador a connu une forte croissance grâce au pétrole en mer, qui a masqué le ralentissement plus général de l'économie dans la province.

Source : PIB en termes de dépenses (Statistique Canada)

Quand la croissance repose sur une base diversifiée dans différentes industries, elle dépend moins de certains secteurs particuliers et cela a pour effet de renforcer la résilience de l'économie. Avec le développement des entreprises et l'augmentation des revenus, les gouvernements engrangent plus de recettes pour financer les services publics essentiels que sont les soins de santé, l'éducation et les programmes sociaux.

Perspectives de croissance au Canada atlantique qui dépendent du développement dans deux secteurs clés

Resources naturelles —Ce secteur dépend des ressources naturelles dont nous sommes dotés, de la capacité que nous avons d'exploiter ces ressources et de la rentabilité de ces activités. Pour pouvoir les exploiter, il faut un niveau considérable d'activités de recherche, de droits de propriété intellectuelle, de développement technologique et d'ingéniosité. Les investissements du secteur privé dépendent du prix des matières premières à l'échelle mondiale et des frais de fonctionnement sur le marché intérieur. Lorsque les industries exploitant les ressources naturelles sont prospères, elles produisent des exportations à forte valeur ajoutée, elles créent des emplois bien rémunérés et elles favorisent le développement économique au niveau local .



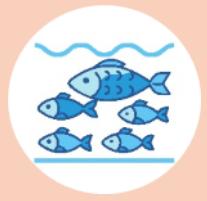
Minéraux critiques



Éolien



Pétrole en mer



Aquaculture

Innovation —Ce secteur dépend de la capacité que nous avons de créer de nouveaux produits ou services ou d'améliorer les produits et services existants, puis de faire en sorte que les entreprises concernées passent à une échelle supérieure sur le marché international. Il s'agit, dans ces industries, de mettre en application de nouvelles idées, d'exploiter des droits de propriété intellectuelle, de faire des recherches de pointe et d'investir dans des technologies de niveau avancé. Il est essentiel, pour conduire les entreprises du secteur à passer à une échelle supérieure dans leurs activités, d'avoir de l'ambition et de disposer d'un accès à des sources de financement. Les industries privilégiant l'innovation comprennent des entreprises fortement axées sur la croissance, sont capables d'attirer les investisseurs et contribuent à diversifier l'économie.



Aérospatiale et défense



Technologies de l'océan



Biosciences



TI et cybersécurité

Mesure du niveau de vie

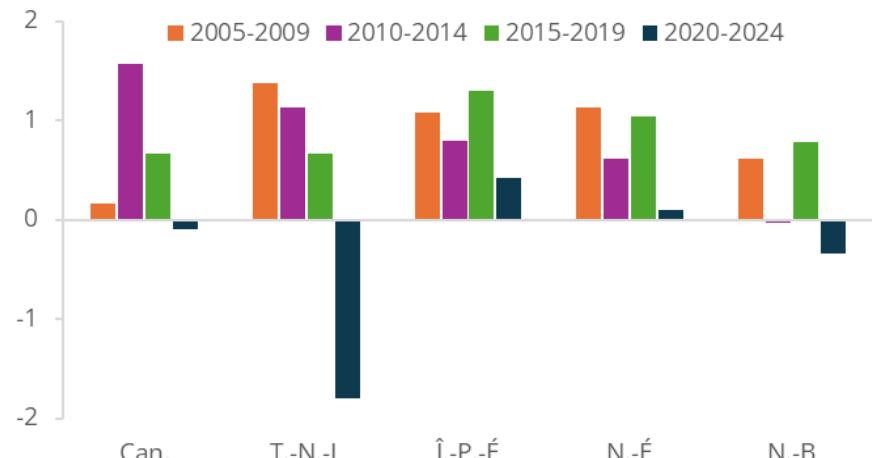
Quand la croissance dépend uniquement d'un afflux de population dans la région, cela met sous tension les services publics, le secteur du logement et les infrastructures. Le travailleur moyen risque de ne pas voir son salaire augmenter ou ses débouchés s'améliorer. Ceci souligne combien il est important de ne pas se focaliser uniquement sur l'augmentation du PIB global, mais aussi sur l'augmentation du PIB par habitant — qui mesure le revenu moyen et sert d'indicateur du niveau de vie.

Les provinces atlantiques affichent des revenus moyens inférieurs à la moyenne nationale. Le PIB par habitant est d'environ 22 % inférieur au niveau canadien dans les provinces maritimes et de 2 % inférieur à Terre-Neuve-et-Labrador. Cependant, la consommation des ménages par habitant se rapproche beaucoup plus de la moyenne nationale. Elle est inférieure de moins de 10 % dans les Maritimes et supérieure de 2 % à Terre-Neuve-et-Labrador. Cela suggère que notre région bénéficie d'un niveau de bien-être matériel similaire à celui des autres régions du pays, malgré des revenus moyens plus faibles. Une partie de cette situation est soutenue par les transferts gouvernementaux qui complètent les dépenses des ménages.

Le revenu moyen est en augmentation depuis plusieurs décennies, tant dans la région qu'à l'échelle nationale. Cela dit, la cadence de l'augmentation s'est globalement dégradée, surtout dans les dernières années. L'augmentation de la population est en train de rattraper et même, dans certains cas, de dépasser l'augmentation de la production. C'est à Terre-Neuve-et-Labrador que le PIB par habitant a connu la chute la plus brutale. L'augmentation de la population de la province après la pandémie a coïncidé avec un affaiblissement ou une baisse du PIB, principalement en raison de la chute de la production de pétrole entre 2021 et 2023.

Dégradation significative des gains moyens dans le revenu depuis la pandémie

PIB réel par habitant, augmentation annuelle moyenne (%)



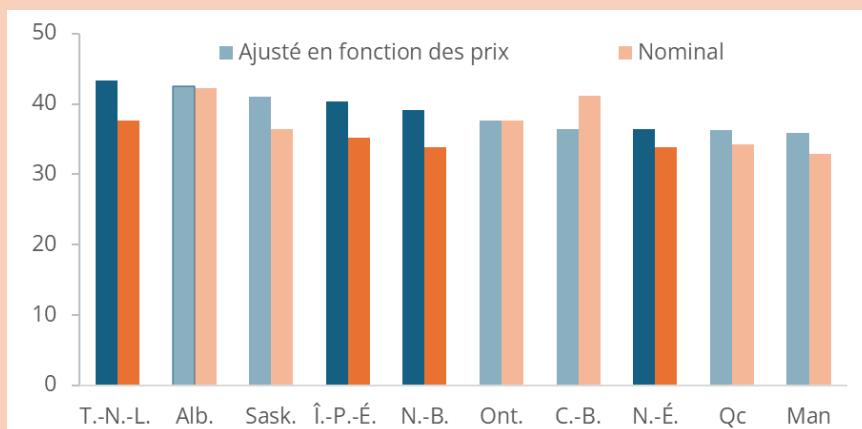
Remarque – Les chiffres de la croissance figurant ici reposent sur le PIB en termes de dépenses, sauf pour 2024, où ils reposent sur l'augmentation du PIB par industrie.
Sources : [PIB en termes de dépenses \(Statistique Canada\)](#), [PIB par industrie \(Statistique Canada\)](#), [population \(Statistique Canada\)](#)

Rôle important des prix dans le niveau de vie

Quand le coût de la vie est plus faible dans une province que dans une autre, le même revenu confère un meilleur pouvoir d'achat. Les différences de prix ont une incidence sur le pouvoir d'achat des ménages (c'est-à-dire sur la quantité de marchandises et de services qu'ils peuvent acquérir grâce à leur revenu), qui est un facteur clé dans le niveau de vie. Selon [Statistique Canada](#), les Albertains, par exemple, sont ceux qui ont le revenu moyen le plus élevé si l'on ne tient pas compte des tarifs à l'échelon local. Mais quand on tient compte des prix, c'est Terre-Neuve-et-Labrador qui arrive en tête, parce que le coût de la vie y est relativement peu élevé.

Terre-Neuve-et-Labrador, province où le revenu disponible est le plus élevé après prise en compte de l'indice des prix

Revenu disponible du ménage par habitant, avec l'Ontario comme dénominateur, 2021 (milliers de \$)



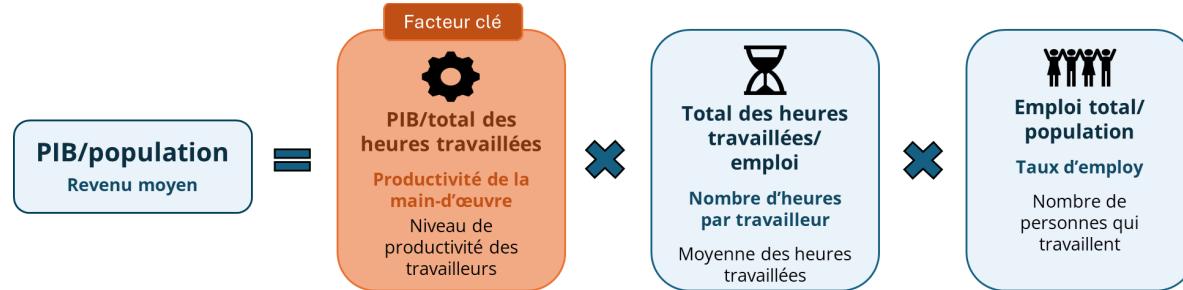
Remarque – Quand on tient compte de l'indice des prix, on ajuste le revenu en fonction de l'indice des prix (c'est-à-dire du pouvoir d'achat) dans la province.

Source : [Statistique Canada](#)

Importance de la productivité

Il existe principalement trois manières d'améliorer le PIB par habitant : renforcer la productivité, augmenter le nombre d'heures travaillées ou augmenter la proportion de la population qui a un emploi. La tendance dans la moyenne du nombre d'heures travaillées connaît une lente baisse depuis plusieurs décennies, tandis que le [taux d'emploi](#) connaît une légère hausse. Il est peu probable que la tendance s'inverse pour ce qui est du nombre d'heures travaillées, en raison du vieillissement de la population et des préférences des gens en matière d'équilibre entre vie personnelle et vie professionnelle. Le taux d'emploi devrait continuer d'augmenter doucement grâce à la hausse de la participation des catégories de population qui sont sous-représentées, mais la hausse du nombre de retraités et la proportion élevée d'adultes en âge de travailler qui font déjà partie de la population active font que ces gains seront globalement limités. Reste donc la productivité comme principal moyen de faire augmenter le PIB par habitant.

Rôle essentiel de la productivité pour améliorer le revenu moyen



La productivité du travail se mesure généralement par la valeur de ce que nous produisons par heure de travail ou, plus techniquement, par le PIB par heure travaillée. Les gains de productivité ont expliqué plus de 60% de l'augmentation du PIB réel par habitant à Terre-Neuve-et-Labrador et plus de 85 % dans chacune des provinces maritimes entre 1997 et 2024.

Quand l'entreprise produit plus par heure travaillée, elle dégage plus de revenus, ce qui lui permet d'investir dans l'élargissement de ses activités et d'offrir des augmentations de salaire sans augmenter ses tarifs. Malheureusement, les taux annuels de productivité de la main-d'œuvre et de croissance sont faibles dans les Maritimes. Ces mêmes taux sont généralement faibles à Terre-Neuve-et-Labrador quand on exclut des calculs l'industrie des mines et celle du pétrole en mer.

La faiblesse de l'augmentation de la productivité limite la compétitivité, les gains dans le revenu et dans les dépenses et, au bout du compte, l'augmentation du PIB. Pour que l'économie et le niveau de vie augmentent de façon durable, il faut des gains importants sur le plan de la productivité. C'est d'autant plus urgent maintenant que les États-Unis, qui sont notre partenaire commercial le plus important et la source la plus importante pour nous de nouvelles technologies, sont désormais engagés dans une dérive protectionniste.

Ce protectionnisme conduit à une augmentation du coût des intrants, perturbe les chaînes d'approvisionnement et réduit, pour les entreprises du Canada, les débouchés à l'exportation aux États-Unis. Certaines peuvent investir dans l'amélioration de leur rentabilité pour rester compétitives aux États-Unis, mais l'augmentation des dépenses et l'affaiblissement des revenus font généralement que les ressources disponibles pour investir dans l'amélioration de la productivité sont limitées. Il faut que les administrations gouvernementales et l'industrie unissent leurs forces pour éliminer les obstacles entravant la productivité et la croissance et pour renforcer la compétitivité sur le marché international.

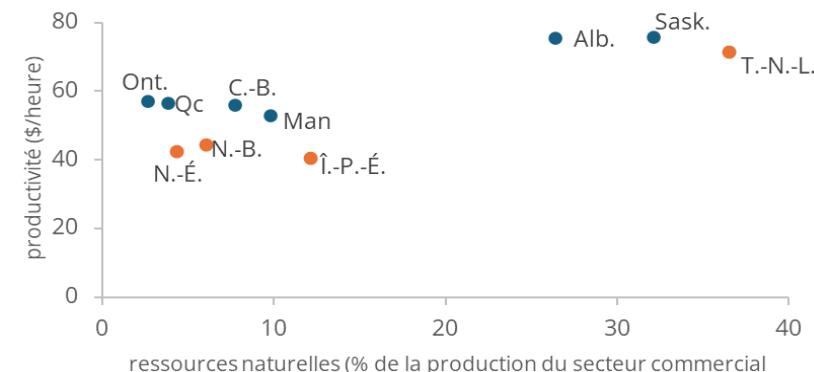
Notre niveau de productivité

Au niveau provinciale

En matière de productivité, les provinces des Maritimes sont à la traîne par rapport au reste du pays depuis qu'on dispose des données à l'échelon provincial, c'est-à-dire depuis les années 1990. L'une des principales raisons de la persistance de ce décalage est le fait que nos provinces sont moins dotées en ressources naturelles et que ces ressources sont moins exploitées. Les provinces avec des industries fortement axées sur les ressources naturelles se situent systématiquement à un niveau de productivité plus élevé que la moyenne nationale. À Terre-Neuve-et-Labrador, par exemple, l'industrie des mines et l'industrie du pétrole représentent ensemble plus de 30 % de la production du secteur commercial .

Productivity is highest in the three provinces with largest natural resource sectors

Real labour productivity and natural resources share of real output, business sector, 2024



Remarque – Le secteur des ressources naturelles comprend l'agriculture, l'exploitation forestière, la pêche et la chasse (NAICS 11) et les mines, les carrières et l'exploitation du pétrole et du gaz (NAICS 21). PIB réel = dollars chaînés de 2017 / heure. Ce graphique montre des liens de corrélation et non de causalité. Les provinces dont le secteur des ressources naturelles est plus important n'ont pas toujours un niveau de productivité plus élevé, parce que ce niveau dépend aussi de bon nombre d'autres facteurs.

Source : [Statistique Canada](#)

Les industries exploitant les ressources naturelles sont gourmandes en investissements et elles ont une production à forte valeur ajoutée, avec un nombre relativement limité d'heures travaillées. Les industries des mines et du pétrole de Terre-Neuve-et-Labrador sont très productives. La plupart des autres industries de grande envergure de la province sont aussi plus productives que les mêmes industries à l'échelle nationale. Dans les Maritimes, la majorité des 10 industries les plus grandes ont un niveau de productivité inférieur à la moyenne nationale. L'annexe A indique la productivité par secteur et pour les industries les plus grandes, pour le Canada atlantique et pour le Canada, ainsi que la part de la production du secteur commercial.

Interprétation des données sur la productivité

On mesure généralement la productivité en PIB par heure travaillée. Dans ce rapport, nous nous concentrons sur la productivité de la main-d'œuvre dans les entreprises commerciales, parce que la solidité du secteur privé est importante pour la prospérité dans la durée et que ce secteur représente une part nettement plus grande du nombre total d'heures travaillées. La productivité des secteurs autres que le secteur privé est difficile à quantifier avec exactitude, parce que l'on ne dispose pas des prix courants sur le marché pour évaluer la production des services publics.

Nous utilisons les données de [Statistique Canada](#) sur la productivité réelle (ajustée en fonction de l'inflation) de la main-d'œuvre dans le secteur commercial. La productivité réelle de la main-d'œuvre mesure le volume de marchandises et de services produit par heure travaillée dans les différentes provinces. Ce calcul se fait à prix constant à l'échelle nationale; autrement dit, on suppose que les prix sont les mêmes dans toutes les provinces. Pour faire une comparaison approfondie de la productivité, il faudrait ajuster les chiffres en fonction des différences de prix entre provinces. Les indicateurs de productivité nominale ne sont disponibles que jusqu'en 2021.

La productivité est influencée par de nombreux facteurs différents.

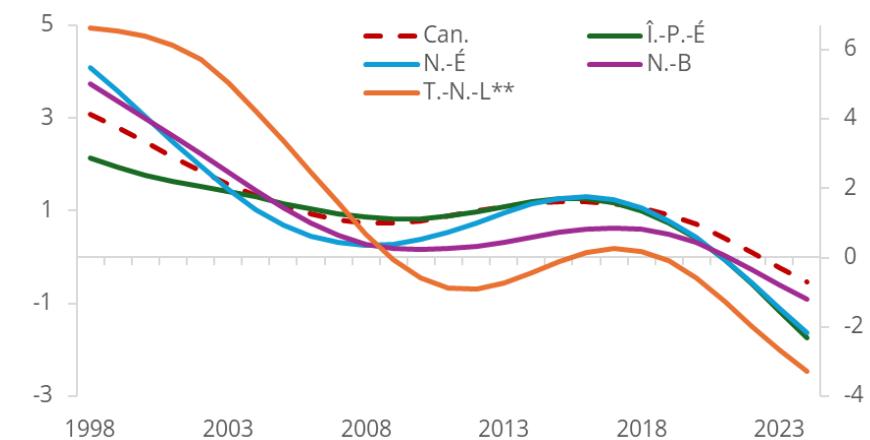
Certains connaissent une évolution lente, comme c'est le cas pour le poids des industries à forte intensité de capital et axées sur l'innovation dans l'économie. L'évaluation de la productivité montre si les écarts se resserrent et si la prospérité va s'améliorer à long terme.

La tendance dans notre région est à un ralentissement de l'augmentation de la productivité, comme c'est le cas à l'échelle nationale et à l'échelle internationale. À Terre-Neuve-et-Labrador, les chiffres fluctuent davantage, en fonction de l'activité dans les mines et dans le pétrole.

Ce sont les provinces des Maritimes qui ont connu l'augmentation la plus faible de la productivité entre 2000 et 2024, tandis que, à Terre-Neuve-et-Labrador, elle a été la plus élevée. Mais quand on exclut les mines, le pétrole et le gaz pour toutes les provinces, Terre-Neuve-et-Labrador a la croissance la plus lente sur la période. Néanmoins, sa productivité moyenne en dehors de ces industries reste légèrement supérieure à la moyenne nationale, comme le montre l'annexe B.

Ralentissement de l'augmentation de la productivité, qui a même récemment commencé à baisser

Augmentation de la productivité réelle de la main-d'œuvre, secteur commercial, courbe lissée* (%)



* La courbe a été lissée à l'aide du filtre Hodrick-Prescott (HP), qui est une méthode statistique servant à limiter les fluctuations à court terme dans les données. Ce ne sont donc pas les chiffres réels de la productivité.

** Les séries de données utilisent toutes l'axe des ordonnées à gauche, sauf celles de T.-N.-L., qui utilisent l'axe à droite.

Source : [Statistique Canada](#)

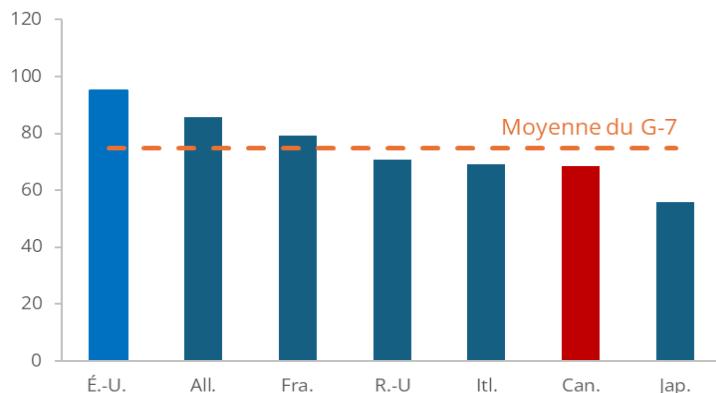
Au niveau international

Depuis plusieurs décennies, la productivité au Canada est plus faible qu'elle ne l'est aux États-Unis. Ainsi, la productivité de la main-d'œuvre en 2024 au Canada se situait à 70 % de ce qu'elle était aux États-Unis, contre 80 % en 2000. Les États-Unis ont un niveau exceptionnellement élevé de productivité, en raison des avantages bien particuliers dont jouit ce pays, comme son statut de monnaie de réserve, ses marchés financiers très développés, son centre financier très solide, son positionnement dans le domaine technologique par rapport au reste du monde et ses institutions de recherche de calibre international.

Cela dit, notre pays était aussi, en 2023, à la traîne par rapport à presque tous les autres pays membres du G-7 et autres pays de catégorie équivalente, comme l'Australie, les Pays-Bas, la Norvège et la Suisse. La productivité au Canada se situait, cette année, au 21^e rang sur les 36 pays de l'OCDE. Ce classement est depuis longtemps assez stable.

Productivité au Canada de 8 % environ inférieure à la moyenne pour le G-7

Valeur ajoutée brute par heure travaillée, avec conversion PPA, 2023 (USD / heure)



Remarque – Les données de l'OCDE sur la productivité combinent celle du secteur privé et celle du secteur public. PPA = parité de pouvoir d'achat.

Source : OCDE

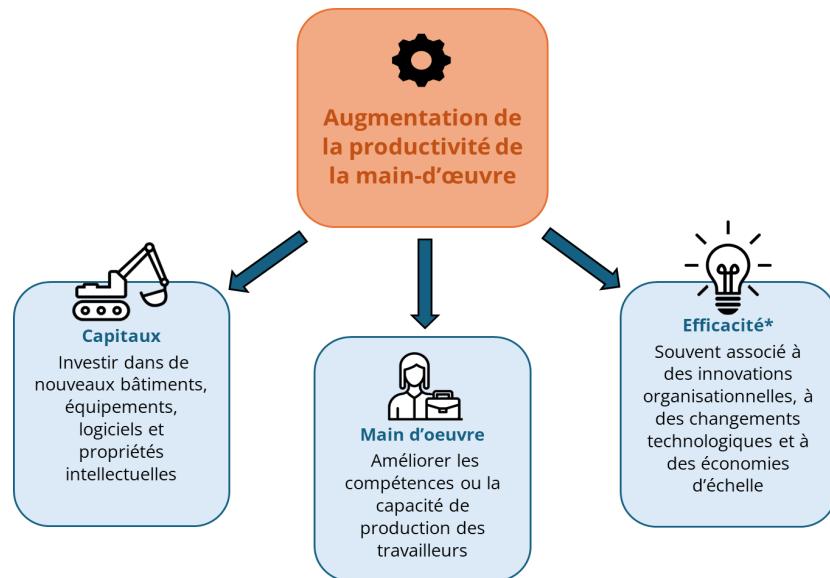
Dans les économies avancées, l'augmentation de la productivité est en phase de ralentissement depuis plusieurs décennies maintenant. Dans les économies émergentes, le ralentissement a été marqué après la crise financière de 2008-2009. On n'en sait que peu sur les causes principales du ralentissement à l'échelle mondiale. Au Canada, la croissance annuelle moyenne entre 2000 et 2023 a été de 0,9 %, soit moins que la moyenne de l'OCDE de 1,5 %.

Variété des causes du ralentissement de la productivité

La dégradation de la productivité suscite une attention grandissante à l'échelle nationale vis-à-vis de ces questions. L'an dernier, la [Banque du Canada](#) a décris le problème comme étant urgent et exigeant la prise de mesures immédiates. Les grandes banques canadiennes et les autres organismes de recherche mentionnent également, dans leurs analyses les plus récentes, qu'il s'agit d'un enjeu crucial.

La difficulté est que la productivité est depuis très longtemps d'un piètre niveau, tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle régionale, et que les causes de ce problème sont variées. Il existe trois facteurs principaux d'évolution de la productivité et chacun d'entre eux comprend de nombreuses dimensions sous-jacentes. Leur [rôle dans la productivité de la main-d'œuvre](#) varie d'une province à l'autre et d'une année à l'autre. La productivité pourrait s'améliorer de façon plus soutenue si l'ensemble de ces trois facteurs pouvaient aller dans le bon sens.

Trois facteurs principaux dans l'amélioration de la productivité de la main-d'œuvre



Cette source détermine dans quelle mesure nous arrivons à combiner l'utilisation des capitaux et l'utilisation de la main-d'œuvre, dans ce qu'on appelle souvent la « productivité multifactorielle ». Les dimensions sous-jacentes sont difficiles à quantifier individuellement.

Sources : [Statistique Canada](#), Conseil économique de l'Atlantique

Phénomènes expliquant la faible productivité au Canada atlantique

La faiblesse des investissements, la lenteur de l'adoption des nouvelles technologies et la faiblesse de la concurrence figurent parmi des phénomènes qui perdurent à l'échelle nationale. Plus récemment, on note aussi l'augmentation du nombre de nouveaux résidents permanents et résidents non permanents, qui, selon les estimations de la [Banque Scotia](#), pèsent sur la productivité depuis 2021. L'augmentation de la main-d'œuvre disponible dissuade les entreprises d'engager des dépenses d'investissement. Il faut aussi du temps pour que les nouveaux arrivants réalisent leur potentiel dans la population active, en partie en raison des processus de validation des titres de compétence obtenus à l'étranger et des problèmes de sous-emploi.

Éventail de problèmes contribuant aux difficultés du Canada en matière de productivité

Faiblesse des dépenses d'investissement et lenteur de l'adoption des nouvelles technologies	Manque de concurrence et lourdeur de la réglementation	Lacunes dans les compétences et problèmes de main-d'œuvre
<ul style="list-style-type: none">➤ Le chiffre des dépenses d'investissement par travailleur est en baisse, en dépit des bonnes marges que dégagent les entreprises.➤ Les entreprises mettent du temps à adopter les toutes nouvelles technologies, comme l'intelligence artificielle (IA).➤ Les investissements des gouvernements et des entreprises dans la recherche-développement sont en chute.	<ul style="list-style-type: none">➤ Le niveau de concentration augmente dans l'industrie, avec un nombre plus réduit de nouvelles entreprises se lançant sur le marché et donc moins de tensions pour les principaux acteurs, ce qui réduit la concurrence.➤ Il existe partout dans le pays des obstacles importants entravant le commerce intérieur et la mobilité des travailleurs.➤ Le nombre de dispositions réglementaires dans les textes de loi du gouvernement fédéral est en augmentation.➤ Le processus d'attribution de permis pour les grands projets est lent et compliqué au Canada	<ul style="list-style-type: none">➤ Quand les entreprises n'ont pas assez de travailleurs détenant les bonnes compétences, elles embauchent des travailleurs moins qualifiés ou elles font faire des heures supplémentaires aux employés existants .➤ Les nouveaux immigrés font face à des problèmes significatifs de sous-emploi et de décalage entre leur emploi et leurs compétences➤ Le Canada a perdu certains de ses travailleurs les plus qualifiés au profit des États-Unis.

Remarque – Ce tableau présente des constats d'ordre général tirés de différentes études nationales sur les facteurs contribuant à la faiblesse de la productivité au Canada. Il ne s'agit pas d'un résumé exhaustif de toutes les recherches actuelles sur la question. Pour en savoir plus, notamment sur les périodes concernées et la méthodologie, vous êtes invités à consulter les sources référencées dans les liens ci-dessus.

Sources : études figurant dans les liens du tableau, Conseil économique de l'Atlantique.

L'une des questions qui reviennent souvent est celle de l'explication de la faiblesse si marquée des dépenses d'investissement au Canada. [Selon RBC](#), c'est la complexité de notre fiscalité et le fait que nous dépendons davantage de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés, plutôt que des taxes à la consommation, qui dissuadent les investisseurs. L'autre explication possible est [l'augmentation de la concentration dans l'industrie et la baisse du nombre de nouvelles entreprises qui se lancent](#), l'effet étant que la concurrence est moins vive pour les entreprises. La dépendance des entreprises aux travailleurs étrangers temporaires et aux nouveaux immigrants pourrait les [dissuader](#) d'investir dans des technologies de productivité.

Quoi qu'il en soit, il est probable qu'il existe plusieurs autres facteurs contribuant au manque de productivité, dont bon nombre relèvent de la catégorie générale de l'« efficacité » dans l'évolution de la productivité. Il se peut, par exemple, que la taille de l'entreprise joue un certain rôle. Les entreprises de petite taille, qui prédominent dans notre économie, sont moins susceptibles d'exporter leurs produits ou services, d'investir dans les technologies de pointe ou dans le perfectionnement des compétences et elles subissent un fardeau réglementaire plus lourd que celui pour les entreprises de grande taille. La culture au Canada est aussi dominée par une tendance à éviter la prise de risques, ce qui dissuade peut-être certaines entreprises de passer à une échelle supérieure dans leurs activités et certains acteurs d'innover et de privilégier l'entrepreneuriat.

Comment les difficultés du Canada en matière de productivité s'appliquent-elles au Canada atlantique?

Notre région partage de nombreux défis nationaux, mais souvent de manière plus aiguë. Les quatre provinces atlantiques figurent parmi les cinq premières au Canada en termes de la proportion de petites entreprises. Le taux d'investissements dans l'innovation est plus faible dans notre région. Moins de 39% des entreprises du Canada atlantique ont adopté une technologie de pointe ou une toute nouvelle technologie en 2022, contre 47% à l'échelle nationale. Toujours en 2022, les dépenses des entreprises en recherche-développement dans la région se situaient à 35% seulement de la moyenne par habitant pour le Canada. Les dépenses d'investissement dans le secteur privé sont également à un niveau relativement faible dans les Maritimes.

Plusieurs facteurs expliquent probablement cet écart en matière d'investissement. Les entreprises de l'Atlantique ont longtemps été confrontées à des difficultés de financement, en partie en raison du caractère rural de notre région. La perception du risque y est généralement plus élevée et les marchés du crédit plus restreints. De nombreuses entreprises atlantiques de technologies propres interrogées par le Conseil ont signalé des difficultés à accéder au financement en capital. Selon MEC, les entreprises manufacturières de l'Atlantique sous-investissent pour de multiples raisons, notamment les pénuries de compétences, l'incertitude des rendements et les coûts élevés des affaires. Les provinces de notre région affichent les taux d'imposition des sociétés les plus élevés du Canada, comme le montre notre dernier publication *Fiscal Monitor*. Toutefois, le crédit d'impôt à l'investissement pour l'Atlantique contribue à atténuer ce fardeau pour les investissements admissibles.

Les provinces atlantiques sont fortement touchées par les barrières au commerce interne. Les provinces plus petites dépendent généralement davantage du commerce interprovincial que les plus grandes, car elles doivent accéder à des marchés supplémentaires pour acheter et vendre leurs biens et services. Les recherches suggèrent que la croissance et la productivité dans notre région bénéficieraient de l'élimination de ces barrières.

Notre région est sous tension sur le plan démographique, ce qui limite la disponibilité de la main-d'œuvre. Les industries du Canada atlantique ont toutes, comme le montre un rapport de 2025 de Doane Grant Thornton. Les provinces de l'Atlantique figurent toutes quatre parmi celles où l'âge médian et la proportion d'habitants âgés de 65 ans ou plus sont les plus élevés au Canada. La population est vieillissante dans notre région et elle serait en baisse si elle ne bénéficiait pas de l'afflux d'immigrés. Le niveau élevé de l'immigration après la pandémie a permis de renforcer la population active, mais notre capacité de retenir les immigrés chez nous reste plus faible que dans la plupart des autres provinces.

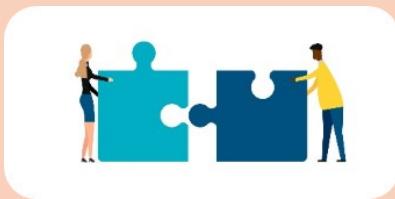
Pistes pour renforcer la prospérité

Le problème de la productivité au Canada n'est pas facile à régler, que ce soit à l'échelle nationale ou à l'échelle régionale. Les progrès sont (au mieux) lents, parce que les problèmes sous-jacents ont de multiples facettes et sont profondément enracinés. De même qu'il n'existe pas de cause simple de la faiblesse de la productivité, il n'existe pas non plus de solution simple. On ne dispose que de peu de données, que ce soit au Canada ou à l'étranger, sur l'existence de liens clairement définis entre la prise de mesures particulières et l'amélioration de la productivité.

Il existe deux stratégies globales pour améliorer la productivité, qui ne s'excluent pas mutuellement. L'une est de développer la part des industries très productives dont la contribution à l'économie a une plus grande valeur, comme les industries à forte intensité de capital que représente le secteur des ressources naturelles et les domaines axés sur l'innovation que sont les sciences de la vie et les technologies de l'océan. L'autre est de renforcer la productivité au sein de chaque industrie.

Coopération entre le gouvernement et les entreprises pour renforcer la productivité

Les entreprises ont à prendre des décisions qui ont une incidence directe sur l'efficacité de la production des marchandises et de la prestation des services. Il ne suffit pas d'adopter les nouvelles technologies. Il faut aussi que les entreprises améliorent leurs pratiques commerciales, qu'elles investissent dans la formation et qu'elles se concentrent sur les options à forte valeur ajoutée. Il faut des mesures qui les incitent vivement à faire des investissements pour la productivité, par exemple en garantissant la rentabilité, en faisant jouer la concurrence et en facilitant l'accès aux fonds.



Ce sont les administrations gouvernementales qui jettent les bases de la qualité de la main-d'œuvre et de la conjoncture pour les entreprises. Le renforcement des systèmes éducatifs, l'élargissement de l'accès aux programmes de formation et l'amélioration des compétences de base dans le numérique et dans le domaine financier permettent de garantir qu'on disposera d'une main-d'œuvre qualifiée et capable de s'adapter. Les politiques et la réglementation ont une incidence sur l'environnement dans lequel exercent les entreprises et sur la capacité qu'elles ont d'investir dans l'amélioration de la productivité, ainsi que leur disposition à le faire.

Dans une stratégie comme dans l'autre, si l'on décide de prendre des mesures, il faudra du temps pour qu'elles produisent des résultats tangibles sur le plan économique. Il est donc crucial que les administrations gouvernementales, les entreprises et les autres parties prenantes sachent faire preuve de persévérance et de patience. Il est indispensable de prioriser dans la durée les mesures de renforcement de la productivité, même quand elles exigent certains sacrifices. Et il est essentiel d'avoir des politiques publiques stables pour que les entreprises soient sereines face au besoin d'investir et d'innover.

Priorités pour la croissance et l'augmentation de la productivité

Exploiter le potentiel des ressources naturelles. L'exploitation des ressources naturelles offre un grand potentiel dans la région et à l'échelle nationale. Parmi les débouchés les plus importants, on trouve l'éolien, le pétrole en mer et, comme nous l'avons vu dans un rapport antérieur du Conseil économique de l'Atlantique, les minéraux critiques. La réalisation de ce potentiel dépendra de l'adoption d'une réglementation adaptée en temps voulu, de la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée et d'investissements stratégiques dans les infrastructures. Dans notre publication sur la *Loi visant à bâtir le Canada*, nous expliquons que cette loi marque un pas positif en direction d'une accélération des calendriers d'approbation des projets, mais qu'elle se focalise sur certains projets choisis et ne répond pas au besoin d'améliorer de façon générale la réglementation au Canada. Il faut aussi que les projets soient viables en garantissant la consultation et la collaboration des Autochtones et des localités concernées.

Renforcer, dans le secteur privé, l'investissement dans les infrastructures physiques et dans l'incorporel. Dans son rapport de 2022, le Conseil économique de l'Atlantique insistait sur les investissements dans l'automatisation et dans les machines afin de réduire les besoins de main-d'œuvre dans les postes difficiles à pourvoir, de créer des emplois plus qualifiés et de renforcer la productivité. Il faudrait aussi que les entreprises investissent dans l'incorporel, par exemple, dans les systèmes numériques et l'IA, afin de passer à une échelle supérieure dans leurs activités et de renforcer leur rentabilité. L'amélioration du climat pour les investisseurs aura pour effet d'aider les entreprises à cet égard. Il s'agit notamment de veiller à ce que la fiscalité canadienne soit compétitive et simple et de réduire sa complexité, au lieu d'ajouter de nouveaux crédits d'impôt ciblés.

Améliorer la mise à niveau des compétences et le recrutement des personnes ayant les compétences recherchées en vue de renforcer la population active. Les travailleurs ont besoin de formations pour pouvoir adopter les nouvelles technologies ou pour passer à des postes plus productifs. Il est indispensable que les programmes du postsecondaire dotent les diplômés des compétences qui correspondent aux besoins du marché du travail. L'élargissement de la formation intégrée au milieu de travail et des microdiplômes sera utile à cet égard. Il faut que les employeurs et les administrations gouvernementales valident les titres de compétence des nouveaux immigrés et leur offrent, quand c'est nécessaire, un appui pour qu'ils se mettent aux normes canadiennes et qu'ils puissent ainsi apporter rapidement une véritable contribution à l'activité économique dans le pays. Il est essentiel d'avoir des effectifs suffisants de main-d'œuvre qualifiée pour que les entreprises puissent passer à une échelle supérieure dans leurs activités.



Régler les problèmes de financement qui empêchent les entreprises de passer à l'échelle supérieure. Dans de nombreux cas, les entreprises se heurtent à des obstacles quand elles cherchent à obtenir les fonds qui leur permettront de passer à une échelle supérieure — par exemple, de développer leurs exportations, d'innover et d'adopter de nouvelles technologies. L'élimination de ces obstacles financiers favorisera le développement des entreprises et elle augmentera la productivité. Avec des sources fragmentaires de financement et des programmes qui se chevauchent, qui sont sans lien les uns avec les autres et qui sont trop complexes, l'accès aux capitaux est délicat. Si l'on se penchait plus directement sur la question des lacunes et les problèmes de fragmentation qui existent dans le domaine du financement, cela permettrait de proposer des interventions ciblées et de guider les entreprises vers une meilleure utilisation des ressources.

Inciter les entreprises à innover et à investir en faisant jouer la concurrence. Il faudrait prioriser l'adoption d'une « réglementation intelligente » moins opposée à la prise de risques et le renforcement de la concurrence et de l'innovation, afin de limiter la concentration dans les différentes industries dans le pays. Les provinces et le gouvernement fédéral sont en train de s'efforcer d'éliminer les obstacles au commerce intérieur, ce qui renforcera la concurrence entre les entreprises dont les clients se situent principalement au Canada



Annexe A: Productivité et production par secteur et principaux industries

Ensemble des secteurs : productivité réelle de la main-d'œuvre (en \$/heure) et part de la production réelle de l'industrie (en %), par secteur d'activité, 2024

	Can.		T.-N.-L.		Î.-P.-É.		N.-É.		N.-B.	
	Produc- tion % du total	Productivité \$								
Total pour tous les secteurs	100	59	100	71	100	41	100	42	100	45
Fabrication	13	67	5,5	79	18	57	13	49	15	48
Construction	10	49	12	57	12	36	11	39	11	37
Services professionnels, scientifiques et techniques	10	59	5,6	61	5,9	46	8,6	46	6,2	46
Finance et assurances	10	89	5,0	109	7,4	102	9,9	78	9,5	96
Commerce de gros	7,3	70	3,3	50	2,8	31	5	40	4,9	48
Mines, pétrole et gaz	7,1	198	34	300	0,1	44	0,4	38	0,7	50
Vente au détail	7,0	34	8,4	39	11	31	11	30	10	29
Services immobiliers et de location	6,4	159	3,4	144	4,5	74	6,8	130	4,8	117
Transport et entreposage	6,1	51	4,3	45	3,7	36	5,4	38	6,2	35
Industrie de l'information et industrie culturelle	4,5	105	3,5	180	3,6	216	5,2	116	4,7	127
Soins de santé et assistance sociale	4,1	46	3,9	34	5,4	36	6,4	41	5,6	37
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	3,5	36	1,9	31	2,6	25	3	22	4,9	44
Hébergement et services de restauration	2,8	25	2,7	22	5,7	22	3,9	19	3,1	20
Services publics	2,6	179	3,1	120	2,2	156	3,1	164	5,3	154
Secteur primaire	2,4	58	2,9	103	12	43	4	45	5,4	51
Autres services commerciaux	1,9	29	1,6	25	2,6	22	2,4	26	2,0	21
Arts, spectacles et loisirs	1,0	38	0,3	25	0,9	14	0,7	23	0,7	33
Éducation	0,4	31	0,2	28	0,3	18	0,4	31	0,4	27

Remarque – vert (et gras) = cinq secteurs les plus importants dans la province; rouge = niveau de productivité inférieur à ce qu'il est pour le Canada dans son ensemble. Le secteur primaire comprend l'agriculture, l'exploitation forestière, la pêche et la chasse. La catégorie des autres services privés comprend divers établissements ne relevant d'aucun autre secteur. Productivité réelle = en dollars chaînés de 2017 / heure.

Source : Statistique Canada

Industries choisies : productivité réelle de la main-d'œuvre (en \$/heure) et part de la production réelle de l'industrie (en %), par secteur d'activité, 2024

	Can.		T.-N.-L.		Î.-P.-É.		N.-É.	
	Produc- tion % du total	Productivité \$						
Total pour tous les secteurs	100	59	100	71	100	41	100	42
Commerce de détail	7,0	34	8,4	39	11	31	11	30
Intermédiation financière par le biais de dépôts et autorités monétaires	5,4	104	2,6	111	4,1	140	5,3	77
Immobilier	5,4	173	2,8	153	4,1	75	5,8	135
Extraction de pétrole et de gaz	4,6	428	21	752	-	-	-	-
Soins de santé	3,8	52	3,4	47	4,4	41	5,9	44
Construction résidentielle	3,3	42	2,3	47	5,1	39	4,3	33
Travaux de génie	3,3	67	7,8	73	2,4	33	2,9	49
Services administratifs, services de soutien	3,0	34	1,7	30	2,3	24	2,5	20
Télécommunications	2,6	179	3,2	260	3,3	423	4,5	233
Sociétés d'assurance et activités connexes	2,3	83	1,4	122	1,6	83	2,9	85
Production, transport et distribution d'électricité	2,2	178	3,1	120	2,0	167	3,0	166
Cultures agricoles et élevage	2,0	60	0,4	32	7,0	33	1,3	31
Fabric. d'aliments	1,9	62	2,3	93	6,4	51	2,9	44
Fabrication de matériel de transport	1,8	68	0,2	42	3,6	92	2,1	54
Extraction minière et exploitation en carrière (sauf l'extraction de pétrole et de gaz)	1,7	144	9,2	189	0,1	44	0,3	52
Fabric. de produits chimiques	1,4	122	0,2	138	3,7	82	0,5	52
Activités de soutien à l'extraction minière et à l'extraction de pétrole et de gaz	0,9	68	2,5	71	<0,1	57	0,1	14
Pêche, chasse et piégeage	0,1	70	2,3	194	4,7	100	2,3	59

Remarque – **vert** (et gras) = cinq secteurs les plus importants dans la province; rouge = niveau de productivité inférieur à ce qu'il est pour le Canada dans son ensemble. Fabric. = fabrication.

Les chiffres pour la vente au détail correspondent au tableau sectoriel ci-dessus, en raison de l'absence de données détaillées pour cette industrie.

Source : [Statistique Canada](#)

Appendix B: Productivité avec et sans les mines, le gaz et le pétrole

Productivité de la main-d'œuvre, par secteur, 2000–2024

	Can.	T.-N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.
Niveau (dollars chaînés de 2017 / heure)											
Moyenne annuelle	54,9	76,2	38,8	41,0	43,5	50,5	53,8	49,5	69,1	71,2	51,2
Classement		1	10	9	8	6	4	7	3	2	5
Croissance (%)											
Moyenne annuelle	1,00	1,62	0,67	0,68	0,63	1,09	0,83	1,33	1,15	0,74	1,13
Classement		1	9	8	10	5	6	2	3	7	4

Remarque – **vert** (et gras) = dans la moitié supérieure du palmarès des provinces.

Source : [Statistique Canada](#)

Labour productivity excluding mining, oil and gas industries, business sector, 2000–2024

	Can.	T.-N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.
Niveau (dollars chaînés de 2017 / heure)											
Moyenne annuelle	52,1	52,6	38,7	40,7	42,7	50,0	53,3	48,1	55,9	60,8	48,8
Classement		4	10	9	8	5	3	7	2	1	6
Croissance (%)											
Moyenne annuelle	1,04	0,68	0,72	0,70	0,87	1,10	0,88	1,38	1,61	0,98	1,21
Classement		10	8	9	7	4	6	2	1	5	3

Remarque – **vert** (et gras) = dans la moitié supérieure du palmarès des provinces.

Source : [Statistique Canada](#)